



PRISONS

# Derrière les barreaux, qui va voter ?

**On n'est pas d'office privé du droit de vote quand on se retrouve derrière les barreaux. Mais la politique n'entre pas dans les prisons.**

Et les détenus le lui rendent bien.

Ceci dit, on a quand même déniché un candidat.

● **Pascal SERRET**

Le 14 octobre risque bien d'être un dimanche comme les autres pour les détenus du pays. Les lourdes peines sont souvent assorties d'une incapacité électorale. Mais les prévenus en attente de procès et certains condamnés gardent leur droit de vote. En pratique, ça donne quoi ?

« ON REÇOIT, ON TRANSMET »

Sur un total de 85 détenus, la prison de Huy n'a reçu qu'une petite dizaine de convocations. Et autant de procurations dans la foulée ?

La directrice Valérie Havart vérifie au greffe pour être sûre : « On n'a eu qu'une seule demande de procuration jusqu'à présent. Ils ne s'inscrivent pas dans la vie extérieure. C'est comme ça. J'ai fait deux autres prisons avant. C'est fort pareil partout », dit-elle.

À Andenne (425 détenus), 13 convocations sont arrivées. Ici, beaucoup de détenus sont

privés de leurs droits électoraux. Ce qui n'empêche pas l'une ou l'autre Commune d'envoyer quand même une lettre de convocation, observe le greffe de la prison. « Et comme il n'appartient pas à une direction de prison de vérifier si le détenu a le droit de voter ou pas, nous, on reçoit, on transmet. »

Chaque convocation est donc remise au détenu concerné, avec un formulaire de procuration. « On légalise ensuite la signature et ils la remettent à la personne de leur choix. Aucun retour jusqu'à présent », résume-t-on au greffe d'Andenne.

ON L'APPELE BOURGMESTRE

À Namur (160 détenus), l'établissement compte plus de prévenus que de condamnés. « Ils peuvent donc voter. Mais on n'a reçu que 10 procurations à tout casser. Ils ont d'autres priorités : la cantine, le procès à venir bien sûr... Et puis, ils ne sont plus au courant de ce qui se passe dans leur commune », analyse Pascal Bary, assistant de sur-

veillance pénitentiaire à Namur depuis un an et demi ; dix-sept ans à Forest avant ça.

Il fait travailler les détenus à l'atelier de la prison. « Ça les remet dans un rythme de travail. Et si tout va bien, ils peuvent gagner jusqu'à 300 € par mois. Parce que la cantine et le téléphone, c'est pas donné », raconte celui que les détenus appellent « bourgmestre », pour rigoler. Tiens ? « C'est parce que je suis candidat pour la première fois : 2<sup>e</sup> sur la liste à Jemeppe-sur-Sambre. » Ce sont ses collègues qui ont commencé à le chambrer avec ça en le baptisant déjà « bourgmestre ». « Et c'est évidemment arrivé jusqu'aux oreilles des détenus. »

« CHEF, ÇA M'INTÉRESSE... »

Il en rit volontiers. « Je suis plus connu dans la prison qu'à l'extérieur ! Il y a même un prévenu, en attente de son procès, qui m'a dit : "Chef, ça m'intéresse d'avoir votre programme". Ça m'a surpris. Il n'est pas de ma commune, de toute façon. Et puis, ce ne sont déjà pas des gens qui s'intéressent à ça dehors. La démarche politique est souvent très loin dans l'ordre de leurs priorités. Alors, ils ne vont pas s'y intéresser ici », fait remarquer Pascal Bary.

La prison est à 100 % étanche à la campagne. L'affichage est interdit, l'expression de ses



« La démarche politique est souvent très loin dans l'ordre de leurs priorités. »

convictions aussi.

Et s'il fallait un jour installer des isolements dans la cafétéria, ce serait un casse-tête au dépouillement : contrairement aux maisons de repos, ici, les « résidents » ne viennent pas tous de la même commune.

Hors procuration, pas d'issue ? Si. Il reste le congé pénitentiaire. S'il n'est pas privé de ses droits électoraux et qu'il peut bénéficier de ces congés, alors un détenu a la possibilité d'aller voter en personne. C'est tout de même fort rare. ■

DÉFENSE SOCIALE

# « Les internés sont les oubliés du système »

**Dans l'annexe psychiatrique d'une prison** ou dans un centre de défense sociale, qui vote ? Simple : personne.

Il n'y a que des hommes au centre de défense sociale de Paifve. S'ils y sont internés, c'est parce qu'ils ont commis un crime ou un délit. Et s'ils ne vont pas en prison, c'est parce qu'ils ont été déclarés pénalement irresponsables de leurs actes.

C'est une mesure, pas une condamnation. On est quelque

part entre la prison et l'institution psychiatrique.

Alors, oui, à Paifve, quelques convocations sont bien arrivées pour le 14 octobre. Mais ça n'ira pas plus loin. « Le droit de vote des internés est automatiquement suspendu », explique-t-on au CDS de Paifve. Une note de l'administration centrale vient de le confirmer à la direction.

« DES SOUS-PERSONNES »

« C'est clair, ce sont les oubliés du système », résume Emeline Deroo, porte-parole de l'ASBL Psytoyens, qui se bat depuis 2003 pour promouvoir les droits des usagers en santé mentale. « C'est d'autant plus vrai que le statut d'interné à ceci de particulier : ils savent quand ils



Contrairement à certains détenus non déçus de leurs droits, les personnes internées ne voteront pas. Même par procuration.

entrent, pas quand ils sortent. La mesure d'internement est à durée indéterminée », rappelle Emeline Deroo. Puisqu'ils ne sont

pas responsables de leurs actes, pourquoi iraient-ils voter ? « Les usagers sont souvent réduits à ça, à leur irresponsabilité. L'idée

que ces personnes puissent avoir voix au chapitre, même en 2018, paraît toujours scandaleuse, en effet. On les prive non seulement de leur liberté de circuler mais on les considère en plus comme des sous-personnes », s'indigne-t-elle.

Au-delà des élections, l'objectif de Psytoyens est de leur rendre un certain droit à la parole. L'association tente de mettre en place des comités d'usagers. Soit un espace où ils pourraient être écoutés et donner leur avis sur ce qui devient, par la force des choses, un lieu de vie. Un guide consacré à ces comités sera diffusé, dès le 8 octobre, auprès des usagers de la défense sociale mais aussi des professionnels qui les accompagnent. ■ P.S.



EN BATTANT LA CAMPAGNE

Le 14 octobre signera leur victoire ou leur défaite : en attendant, les candidat(e)s serrent des pinces, suscitent des polémiques, inondent les réseaux sociaux. Bref, ils battent la campagne. Chaque jour, nous allons les suivre dans cette dernière ligne droite



# L'ascenseur pour les fachos en panne

**En Belgique francophone, les partis d'extrême droite sont en chute constante depuis 1994. Champagne ? Pas si vite.**

● **Pascale SERRÉ**

**P**artout en Europe, les partis d'extrême droite bombent le torse. Mais leur présence dans les Communes de Wallonie et de Bruxelles ne cesse de dégringoler.

L'ASBL Résistances/Observatoire belge de l'extrême droite, vient de comparer les données de trois scrutins communaux : 2006, 2012 et 2018. Nombre de listes, de candidats...

En Wallonie, 70 Communes étaient concernées par des listes d'extrême droite en 2006. On n'en compte plus que 18 en 2012 et 23 en 2018. On passe de 31 listes en 2006 à 24 en 2018 ; on a 286 candidats en 2012 et

123 en 2018 ; 28 élus en 2006 et 6 en 2012. Décryptage avec Manuel Abramowicz, coordinateur de Résistances.

**Manuel Abramowicz, moins de listes, moins de candidats... C'est une bonne nouvelle en soi ?**

C'est simple. Depuis le « dimanche noir » de 1991 (NDLR : près de 500 000 voix pour les listes d'extrême droite aux législatives ; l'ancre se confirme aux Européennes de 1994), l'extrême droite a connu une évolution en yoyo un moment. Depuis les années 2000, sa représentation est en diminution constante dans les trois Régions et sa force mili-

tante accuse le coup. Mais si l'offre est en baisse, la demande d'extrême droite est tout aussi présente. Peut-être même plus importante.

**On sait pourquoi ?**

La situation socio-économique est plus lourde et elle a une influence considérable sur cette demande. Et c'est encore plus vrai avec ce qu'on appelle la « crise migratoire ». C'est ce qui contribue au maintien d'une demande encore importante d'extrême droite.

**Importante comment ?**

En 2012, un sondage posait la question : si vous étiez français, vous voteriez pour qui ? En Flandre, moins de 10 % des gens ont répondu Marine Le Pen. Peu de Flamands regardent les chaînes



françaises. À Bruxelles, 15 % des sondés faisaient le même choix. En Wallonie, on en était à 20 %.

**Vous n'intégrez pas le PP, ni La Droite dans l'extrême droite. Pourquoi ?**

Parce qu'on se concentre ici sur les partis issus de l'extrême droite des années 90. Agir, le FN et ses dissidences, etc. Le PP ne vient pas de l'extrême droite et si Mischaël Modrikamen se dit proche d'un parti français, ce n'est pas officiellement le FN de Marine Le Pen mais Debout La France de Nicolas Dupont-Aignan. Sur une grille d'analyse de sciences politiques, le PP est un parti de droite radicale ultra-libérale. Même si Modrikamen est le représentant en Europe de

Steve Bannon, le chantre de l'extrême droite US, même si certains slogans sont anti-Islam et d'autres xénophobes.

**Et La Droite ?**

C'est une dissidence du PP. C'est un parti libéral qui veut faire barrage à l'extrême droite, qui se revendique du libéralisme historique. Mais on constate aussi des écarts populistes, voire xénophobes.

**Est-ce que les électeurs de l'extrême droite classique « glissent » vers ces deux partis, comme ceux du Vlaams Belang se sont déplacés vers la N-VA, officiellement plus fréquentable ?**

Oui. Bien sûr. C'est le même processus. ■

**lavenir.net**  
Les tableaux comparatifs sont sur notre site [www.lavenir.net](http://www.lavenir.net)

www.volkswagen-commercial-vehicules.be

# Votre métier, votre Crafter.

GALERIE DE TOIT

BALISAGE ADHÉSIF RÉFLÉCHISSANT

MARCHEPIÈDS

**Taux de 0% en Renting Financier\***

CHARGE TRACTABLE JUSQU'À 3,5 T

**Le nouveau Crafter, dessiné pour votre activité.**

Le nouveau Crafter vous facilite la vie professionnelle en s'adaptant à vos besoins : modularité des éléments intérieurs et extérieurs, 15 systèmes d'aide à la conduite, une charge tractable jusqu'à 3,5 tonnes et une large gamme de transmissions : 4MOTION, traction ou propulsion (disponibles en boîte manuelle 6 rapports et boîte automatique 8 rapports). Autant d'atouts qui font du nouveau Crafter, le meilleur de votre secteur.

**Votre nouveau collègue vous attend pour un essai chez tous les concessionnaires Volkswagen Utilitaires.**

**Commercial Vehicles**

© 2018 Volkswagen. Informations environnementales (A.R. 19/03/2004) : www.volkswagen-commercial-vehicules.be

\*Taux de 0% en Leasing Financier et Renting Financier sur tous les Crafter neufs de la gamme Volkswagen du 01/09/2018 jusqu'au 31/10/2018. Action réservée aux professionnels. Sous réserve d'acceptation du dossier par D'interne Lease s.a. (filiale et agent de crédit lié de Volkswagen D'interne Finance s.a.). Siège Social : Leuvensesteenweg, 679 - 3073 Kortenberg - Belgique - RPM Leuven 040262937. D'interne Lease s.a. est un agent non lié (Code 2017/2A) de l'IBV Assurances scrl (Code 0058). Action non cumulable avec d'autres conditions spotifiques de D'interne Lease s.a. Sous réserve d'erreurs ou de changements de prix.